

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement Occitanie
89 rue Wéber CS 52002
30907 Nîmes Cedex 02

Nîmes, le 07/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/08/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GSM

Le Parc St Jean - Bât 1
ZAC du Mas de Grille
34433 Saint-Jean-de-Védas

Références : -
Code AIOT : 0006600600

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/08/2024 dans l'établissement GSM implanté Meynes Le tord sous rivière Le tord sous rivière Nord, Monfrin Coquette Ribière Le Fray 30490 Montfrin. L'inspection a été annoncée le 29/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GSM
- Meynes Le tord sous rivière Le tord sous rivière Nord, Monfrin Coquette Ribière Le Fray

30490 Montfrin

- Code AIOT : 0006600600
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière GSM de Meynes-Montfrin est une carrière alluvionnaire qui exploite des matériaux (sables et galets) destinés aux chantiers du BTP autour de la carrière. L'extraction se fait à la dragline. Une importante couche de sédiments est présente (quelques mètres), elle est stockée en vue de la remise en état de la carrière.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le chef de carrière est arrivé récemment (été 2023) sur le site mais il connaît bien son exploitation. L'inspection a pu avoir accès à tous les bâtiments, emplacements et documents demandés, l'exploitant est disponible et ouvert. Un gros chantier d'enfouissement d'une canalisation de gaz et d'une ligne haute tension qui traversent le site est en cours de finalisation. Présence de nombreux guépiers d'Europe sur le site.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	MESURES DE PREVENTION DES POLLUTIONS	Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 4.2	Demande d'action corrective	3 mois
7	Réalisation d'une étude relative à la réduction des prélèvement d'eau dans	Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Propreté des installations	Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 7.1.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature	Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 1.3.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	des		
2	Consistance des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 1.3.3	Sans objet
3	Règles de circulation	Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 2.1.1.7	Sans objet
4	Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection	Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 2.5.2	Sans objet
6	PROTECTION DE LA FLORE ET DE LA FAUNE	Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 8	Sans objet
9	Etude de dangers	Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 7.1.6	Sans objet
10	Signalisation, accès, zones dangereuses	Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 2.1.2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant les barrages flottants au niveau de la dragline, l'exploitant s'est engagé à étudier et mettre en place une solution adaptée. L'étude technique du circuit hydraulique de l'installation visant à réduire les prélèvements d'eau est en cours de finalisation. L'exploitant doit conduire un important travail de tri et d'évacuation des déchets présents au niveau du hangar de stockage des engins. Sur l'ensemble de ces points, l'inspection demande la mise en place des actions correctives sous 3 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 1.3.1
Thème(s) : Situation administrative, Puissance des installations
Prescription contrôlée : La puissance maximum de l'ensemble des machines xes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, a) supérieure à 200 kW. Installation de traitement xe de broyage, concassage, criblage et lavage des matériaux. Puissance totale: 1200 kW
Constats :

<p>L'inspection a pu constater la présence d'une plaque sur le transformateur d'alimentation des installations indiquant: Puissance 1000 kva .</p> <p>La prescription de l'arrêté est donc bien respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Consistance des installations autorisées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 1.3.3</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Ngf</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une cote maximale d'extraction : -6 m NGF</p> <p>L'eau servant pour le lavage des matériaux est utilisée en circuit fermé. Il n'y a aucun rejet d'eau de procédé industriel sur l'ensemble du site GSM.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a pu constater sur le plan fourni par l'exploitant que le point le plus bas de l'exploitation se situe dans le lac ouest à -3,46 m NGF.</p> <p>Concernant le lac actuellement exploité, entre le lac ouest et est, le point le plus bas se situe à 0,64 m NGF.</p> <p>L'exploitant déclare qu'il n'y a aucun rejet d'eau de procédé industriel sur l'ensemble du site GSM.</p> <p>La prescription est respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Règles de circulation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 2.1.1.7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Backage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les produits pulvérulents sont transportés dans des citernes ou des big-bags fermés. Pour le transport des autres produits susceptibles d'engendrer des émissions de poussières, les véhicules circulant dans l'établissement ou en sortant n'entraînent pas d'envols ou de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation publiques. A cette n, l'exploitant de la carrière impose contractuellement le bâchage des bennes qui peuvent en être équipées en toute circonstance pour le transport des produits susceptibles d'émettre des poussières et fait respecter la procédure décrite ci-dessous. Pour les camions qui ne peuvent pas être équipés de bâches, le personnel en poste s'assure que le chargement a bien reçu un arrosage suffisant avant de quitter la carrière. Un système vidéo est mis en place pour permettre au personnel en poste à la bascule de visualiser, à son poste de travail, la mise en œuvre de ces mesures de prévention. Le ticket de pesée n'est délivré qu'après contrôle vidéo par l'opérateur :</p> <ul style="list-style-type: none"> *de la mise en place de la bâche * de l'arrosage suffisant du chargement <p>et comporte, en outre, le numéro d'immatriculation du véhicule concerné et ce conformément à la procédure permettant le suivi de la mesure, L'exploitant vérifiera par ailleurs, dans le cas de</p>

produits susceptibles de se répandre sur la chaussée, que le chargement est en dessous du niveau des ridelles et que la porte arrière des bennes est convenablement fermée.
Constats : L'inspection a pu constater la présence d'une caméra qui permet le contrôle du bâchage des véhicules au niveau du bâtiment pont bascule. En sortie de la carrière il est possible de stationner un véhicule dans le cas d'un bâchage manuel. Un portique d'aspersion à déclenchement manuel ainsi qu'un laveur de roues (fosse) sont positionnés en amont du pont bascule, deux asperseurs avec minuteries sont également présents et fonctionnels, L'exploitant déclare qu'il a un projet de déploiement de nouveaux asperseurs le long de la piste nord/sud qui mène à l'emplacement d'extraction par la dragline.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 2.5.2
Thème(s) : Situation administrative, Plans
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants [.....] Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.
Constats : L'exploitant a fourni à l'inspection un plan datant du 28/08/2023 indiquant le périmètre ICPE, la bande des 10 mètres, la bande des 50 mètres, des points de niveau, les zones de stockage, les installations de traitement, les bâtiments.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : MESURES DE PREVENTION DES POLLUTIONS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Kits anti pollution
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none"> • présence de kits anti-pollution dans tous les engins, permettant de gérer facilement les volumes polluants susceptibles d'être déversés à même le sol et formation des salariés à leur bonne utilisation • présence de barrages flottants prêt à l'emploi à proximité des plans d'eau et facilement accessibles, les salariés étant formés à la mise en place d'un tel dispositif
Constats : L'inspection a pu constater la présence d'un kit anti pollution dans la dragline, toutefois ce kit

<p>n'était pas présent dans le tombereau d'aspersion des pistes.</p> <p>Concernant les barrages flottants, ils sont stockés dans le bâtiment "vie" de la carrière et semblent être en mauvais état, ils ne sont donc pas prêts à l'emploi à proximité des plans d'eau et facilement accessibles.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en place un/des barrages flottants neufs et une procédure pour le stockage et le déploiement (bateau présent sur le site) de ce/ces barrages flottants a proximité de la dragline.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : PROTECTION DE LA FLORE ET DE LA FAUNE

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 8</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Aloses</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les travaux d'abaissement du déversoir sont interdits du 1er septembre au 30 juin, ils doivent être réalisés entre le 1er juillet et le 31 août, soit en dehors de la période de migration des aloses et avant les premiers épisodes cévenols. Une fois engagés, ces travaux doivent être poursuivis et achevés sans discontinuité temporelle.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare que ces travaux ont été réalisés il y a plusieurs années, cette prescription n'est donc plus d'actualité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Réalisation d'une étude relative à la réduction des prélèvement d'eau dans

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 1</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Etude</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société GSM dont le siège est situé Les Technodes BP 2 78930 Guerville, exploitant la carrière située aux lieux-dits « Le tord sous rivière », « Le tord sous rivière Nord » sur la commune de Meynes et aux lieux-dits « Coquettes », « Ribière » et « Le Fray » sur la commune de Montfrin est tenue de réaliser une étude technique permettant de présenter des solutions techniques afin de réduire les prélèvements d'eau actuellement réalisés dans son forage F1, et plus généralement dans le fonctionnement de la carrière afin:</p> <ul style="list-style-type: none"> • de respecter les exigences réglementaires des seuils fixés à L'article 4.4.2 de son arrêté préfectoral n°19-329N • d'engager une démarche d'amélioration continue de l'utilisation de l'eau sur la carrière pour garantir la pérennisation de son activité, notamment lors des périodes de sécheresse

<p>qui restreignent par arrêté préfectoral l'utilisation, de l'eau.</p> <p>L'étude technique et les mesures retenues par l'exploitant sont adressées à l'inspection des installations classées dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni à l'inspection un rapport de visite de la société RSM "Audit du circuit hydraulique et process du site" datant du 19/04/2024.</p> <p>Ce rapport n'est pas finalisé, l'exploitant déclare avancer sur ce dossier notamment par la réparation des fuites sur le circuit, le remplacement de compteurs et de pompes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fourni à l'inspection une étude technique finalisée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : Propreté des installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 7.1.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence de nombreux futs et bidons, pièces métalliques, déchets divers stockés dans et autour du bâtiment utilisé pour le remisage des engins. L'exploitant déclare que cette situation est due à un manque de personnel.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fait procéder au nettoyage et à l'évacuation des déchets de ce bâtiment et des ses abords vers des filières dûment autorisées. Les bidons et futs qui ne sont pas vides sont placés sur des bacs de rétention.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 9 : Etude de dangers

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 7.1.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Aire étanche</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le petit entretien des engins est réalisé sur la plateforme des installations GSM disposant d'un hangar maçonné couvert et au revêtement de sol bétonné ainsi que d'une aire étanche pour éviter des fuites accidentelles d'hydrocarbures.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence de cette aire étanche à l'ouest du hangar de stockage des engins, l'exploitant a fourni les justificatifs des analyses d'eau et de maintenance du deshuileur sur les années 2023 et 2024. Présence de nombreux batraciens en amont de la surverse de l'aire.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Signalisation, accès, zones dangereuses

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 2.1.2.2</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Panneaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès à la carrière des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la Mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté l'affichage de ces informations à l'entrée de la carrière.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>